

**Objet : VŒU EN FAVEUR DES COMMERCES DE PROXIMITE PRESENTE PAR LA MAJORITE MUNICIPALE**

La terrible pandémie qui touche notre pays depuis maintenant presque un an a eu des conséquences économiques et sociales d'une ampleur sans précédent, tant sur le plan humain qu'économique.

Nous devons cependant nous faire à l'idée qu'il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg et que le plus dur reste à venir.

Les commerces de proximité, les petits commerçants, ces hommes et ces femmes qui travaillent avec acharnement et passion, sont les premiers sacrifiés sur l'autel du plan de relance gouvernemental.

La Majorité municipale ne cherche pas à rentrer dans la politique politicienne, dans la critique systématique et stérile. Le Gouvernement est confronté à une tâche ardue, à une situation à laquelle nul n'était préparé.

Cela ne doit, en revanche, pas nous empêcher de nous indigner contre certaines politiques qui mettent directement en péril notre tissu économique local et les milliers de vies qu'il y a derrière.

Chaque jour la Municipalité entend le cri de détresse des commerçants d'Aulnay-sous-Bois face à certaines décisions qui apparaissent absurdes ou injustes ; chaque jour elle est à leurs côtés, dans le rôle qui est le sien, pour les soutenir et les accompagner ; chaque jour c'est sur le terrain (et non depuis notre domicile ou derrière notre ordinateur) que nous sommes avec eux.

Depuis mars dernier, dans le périmètre qui est le nôtre, nous avons mis en place une batterie de mesures afin de palier un tant soit peu les conséquences des régimes d'exceptions successifs décrétés par le Chef de l'Etat.

La Ville d'Aulnay-sous-Bois a ainsi approvisionné ses commerçants en masques de protection, et en gel hydroalcoolique ; elle les a exonérés de la redevance sur les droits de terrasse et d'étalage ; elle a décidé la gratuité exceptionnelle du stationnement en centre-ville à certaines dates stratégiques ; nous avons également procédé à de nombreuses campagnes de communication en faveur de nos commerçants, mis en place une plateforme de « Click and Collect » ou encore interpellé le Gouvernement à plusieurs reprises ... La liste est longue.

La Région Ile-de-France a également pris sa part dans le combat pour la pérennité de nos commerces en contribuant à hauteur de 76 millions d'euros au fond de solidarité.